

### *Les crédits*

ni de vérifier leur exactitude, mais je puis dire en ma qualité de secrétaire parlementaire que si nous continuons au Canada de consommer de façon le moins intensivement des combustibles fossiles, nous devons nous attendre à ce que cela nous coûte cher et être prêts à payer le prix. Nous n'allons pas cesser toute activité, qu'il s'agisse de produire du carburant ou d'alimenter les systèmes de transport de tout le pays.

Ce qu'il nous faut, et c'est ce que recouvre, je crois, la notion de développement durable, c'est nous rendre compte tout d'abord du coût de ce développement et décider ensuite de le faire d'une façon qui soit conforme à nos besoins environnementaux. Il se peut, par exemple, que nous décidions de continuer à consommer des combustibles fossiles et peut-être même d'en accroître l'usage. Nous allons devoir être prêts à en payer le prix, en épurateurs ou autrement.

En ce qui concerne la forêt de Carmanah, dont il a été question au moins une autre fois au comité, le gouvernement fédéral a bien précisé dans une lettre au ministre de la Colombie-Britannique qu'il était impatient de participer à l'opération. Il lui a offert son expertise. Le ministre l'a acceptée par écrit, je crois, il y a quelques jours à peine. Ce que le ministre a dit au comité, c'est qu'il fallait certes absolument protéger cette forêt d'épicéas de Sitka, notamment. Ce qui n'est pas clair, toutefois, dans la lettre du ministre, c'est la superficie de la région à protéger.

Je crois que personne n'a encore précisé ce point.

**M. Waddell:** Simplement une observation et une question. Tout d'abord, je trouve cela incroyable pour ce qui concerne VIA Rail, parce que si la Cour fédérale peut appliquer ses lignes directrices du PEEE à un projet comme s'il s'agissait d'une loi, au projet Rafferty-Alameda comme a dit le secrétaire parlementaire, pourquoi le gouvernement qui prétend être conscient de l'environnement ne peut-il pas appliquer la loi et les lignes directrices à un méga-projet ou à un méga-changement comme celui qui touche VIA Rail?

Si VIA Rail est retiré du circuit, il y aura encore plus de voitures, ce qui exacerbe le problème des combustibles fossiles. Nous sommes dans une ère nouvelle. Il faut que nous comprenions tous que nous vivons dans une nouvelle ère environnementale. Il faut nous y faire. Voilà pourquoi le gouvernement doit accueillir favorablement la proposition qui est faite de procéder à une évaluation environnementale des changements prévus pour VIA Rail.

Peut-être aurions-nous du le faire au sujet des routes il y a des années, comme le député l'a dit. Cela nous aurait peut-être donné une façon différente de nous déplacer dans le pays, une façon écologiquement plus saine et meilleure. Ma question porte là-dessus et sur un autre sujet.

• (1230)

La motion d'aujourd'hui n'est pas aussi difficile qu'on semble le penser. La députée qui l'a présentée dit qu'elle n'est pas partisane. Nous demandons de mettre notre maison en ordre, comme elle le dit, c'est-à-dire la Chambre des communes et la Colline parlementaire.

Pourquoi le gouvernement ne peut-il pas se mettre dans la tête qu'il ne s'agit pas d'une motion de censure? S'il y a des parties qui lui déplaisent, pourquoi ne pas les amender? Les députés d'en face peuvent s'entendre avec le député de Kamloops (M. Riis). Il pourrait accepter des amendements, s'ils sont raisonnables, de même que la députée qui a présenté la motion.

La députée de Saanich—les Îles-du-Golfe (M<sup>me</sup> Hunter) dit qu'il y a eu beaucoup de belles paroles mais peu d'action concrète. Si le gouvernement vote contre cette résolution très anodine, et non partisane, qui demande de mettre notre maison en ordre, alors c'est qu'il fait preuve d'hypocrisie quand il se vante de défendre l'environnement.

Je pose la question suivante au secrétaire parlementaire. Pourquoi ne pas présenter des amendements ou des modifications à la motion pour que nous puissions envoyer un message à la population canadienne, lui dire qu'au moins sur la Colline parlementaire nous allons commencer à mettre notre maison en ordre et qu'ensuite viendra le tour du pays?

**M. Clark (Brandon—Souris):** Monsieur le Président, pour ce qui est de la première partie des observations du député portant sur VIA Rail et les voitures, il n'y a personne ici à mon avis pour soutenir que la circulation automobile d'un bout à l'autre du pays va continuer de déborder quel que soit le type de réseau ferroviaire que nous ayons et quel que soit l'accueil que lui réserve le public. Selon toute probabilité, peu importe la qualité du service et la mesure dans laquelle on y a recours, les déplacements en automobile augmenteront avec l'accroissement de la population. Je tiens à dire au député qu'en fait, si c'est là l'une de ses principales préoccupations, il devrait alors féliciter le gouvernement d'avoir décidé notamment d'abolir l'utilisation de l'essence au plomb en 1990. Il n'est pas sans savoir que nous avons avancé cette date.